

Programme Prime-Vert 2023-2026

Sous-volet 1.4 – Appui à la conversion à l'agriculture biologique d'unités de production végétale, acéricole et apicole

Mesure : 8007

1. INSTRUCTIONS

Deux (2) demandes d'aide financière doivent être déposées distinctement : une première dans les six (6) mois suivant l'obtention du statut de **précertification biologique** et une seconde dans les six (6) mois suivant l'obtention du statut de **certification biologique** des unités de production.

Pour que votre demande d'aide financière soit recevable, vous devez remplir chacune des sections de ce formulaire, le signer et le transmettre au ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (MAPAQ) accompagné de tous les documents requis et des renseignements nécessaires à son traitement. Le ministre procédera seulement à l'analyse des demandes complètes.

Les renseignements personnels et confidentiels que vous fournirez au MAPAQ de même que les informations que celui-ci consignera à votre dossier seront protégés et ne pourront être communiqués qu'en conformité avec la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (RLRQ, chapitre A-2.1) (Loi).

Seuls le personnel du MAPAQ et les organismes dûment autorisés auront accès à ces renseignements, selon les dispositions prévues par la Loi. Ceux-ci serviront à l'administration de votre dossier ainsi qu'à la saine gestion et à la reddition de comptes du programme. Ils ont ainsi un caractère obligatoire et le refus de les fournir pourrait entraîner l'irrecevabilité de votre demande.

Vous pouvez consulter les renseignements personnels et confidentiels vous concernant, en obtenir une copie ou les faire corriger, selon les dispositions prévues par la Loi.

2. RENSEIGNEMENTS SUR LE DEMANDEUR

Renseignements sur l'entreprise agricole

Nom		Numéro d'identification ministériel	Numéro d'entreprise du Québec
Forme juridique, telle qu'elle est inscrite au Registraire des entreprises du Québec, le cas échéant			
Entreprise individuelle	Société en participation	Coopérative (ex. : CUMA)	
	Société en nom collectif (SENC)	Personne morale sans but lucratif (OBNL/OSBL)	
	Société en commandite	Association ou regroupement de personnes	
	Société par actions (compagnie)	Autre (précisez) :	
Adresse, telle qu'elle est inscrite au Registraire des entreprises du Québec, le cas échéant			
Ville		Province	Code postal
Adresse de correspondance, si elle diffère de celle de l'entreprise			
Adresse du projet, si elle diffère de celle de l'entreprise			

Renseignements sur le représentant de l'entreprise

Appellation M ^{me} M.	Prénom	Nom	Titre, s'il y a lieu (ex. : président)	
Fonction, telle qu'elle est inscrite au Registraire des entreprises du Québec, le cas échéant Personne physique exploitant une entreprise individuelle Actionnaire Administrateur(-trice) Dirigeant(e) Associé(e) Mandataire autorisé(e) Autre (précisez) :				
Téléphone		Téléphone cellulaire	Courriel	

3. ENGAGEMENTS ET OBLIGATIONS DU DEMANDEUR

Le non-respect des engagements et obligations mentionnés ci-dessous peut mener au refus de la demande d'aide financière. Le ministre se réserve le droit de vérifier l'exactitude des informations fournies.

Je confirme le respect des conditions mentionnées ci-dessous et j'atteste que le demandeur que je représente :	<input checked="" type="checkbox"/>
• <u>n'est pas</u> inscrit au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA) ni ses sous-traitants;	
• <u>n'est pas</u> sous la protection de la <i>Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies</i> (L.R.C. [1985], chapitre C-36) ni de la <i>Loi sur la faillite et l'insolvabilité</i> (L.R.C. [1985], chapitre B-3);	
• n'a pas fait défaut de respecter ses obligations après avoir été dûment mis en demeure par le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, et ce, au regard d'une aide financière octroyée par ce dernier au cours des deux années précédant le dépôt de la présente demande d'aide financière;	
• <u>n'est pas</u> sur le coup d'une ordonnance du ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation ou d'un juge, prise en vertu de la <i>Loi sur le bien-être et la sécurité de l'animal</i> (RLRQ, chapitre B-3.1).	

Je confirme le respect des engagements mentionnés ci-dessous :	<input checked="" type="checkbox"/>
• Le demandeur que je représente s'engage à déclarer par écrit au ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation toute aide financière publique reçue liée aux activités ou aux projets financés dans le contexte du programme.	
• Le projet que je présente est conforme aux lois et aux règlements en vigueur et sera réalisé dans le respect de ceux-ci.	
• La certification n'a pas été annulée par le demandeur que je représente ni retirée par un organisme de certification pour un même type de production ayant reçu une aide financière dans le cadre du Programme d'appui pour la conversion à l'agriculture biologique 2015-2023 que celui faisant l'objet de la présente demande.	
• Le projet que je présente permet d'augmenter le nombre d'unités de production végétales, acéricoles ou apicoles avec le statut de précertification biologique ou de certification biologique. Le document délivré par l'organisme de certification, accompagnant la présente demande d'aide financière, démontre cette augmentation.	

4. PRÉSENTATION DU PROJET

Principale production visée par la demande :

Type de production admissible	Montant par unité	Unité d'évaluation (matricule)	N° de lot (cadastre)	PRÉCERTIFICATION		CERTIFICATION	
				Nombre d'unités de production admissible	Montant de l'aide financière (\$)	Nombre d'unités de production admissible	Montant de l'aide financière (\$)
Horticulture maraîchère et fruitière	2 500 \$/ha			ha		ha	
Cultures en serre	5 \$/m ²			m ²		m ²	
Céréales, oléagineux et légumineuses	100 \$/ha			ha		ha	
Pâturages et fourrages	25 \$/ha			ha		ha	
Acériculture	0,05 \$/entaille			entailles		entailles	
Apiculture	25 \$/ruche		S.O.	S.O.	S.O.	ruches	
Total							

Unités de production de la demande d'aide financière

Des unités de production sont en location.

Oui/Non/En partie

Si vous avez répondu « Oui » ou « En partie », veuillez cocher la case ci-dessous :

Je confirme que les unités de production ne font pas l'objet d'une certification détenue par le locateur.

5. DOCUMENTS À JOINDRE À LA DEMANDE D'AIDE FINANCIÈRE (conditions à remplir)

Pour tous les projets	Remplir la procuration (Annexe 1) ou fournir un document (ex. : procès-verbal, ou résolution) qui consigne la décision de l'exploitation agricole autorisant le représentant du demandeur à remplir les documents liés à la demande d'aide financière, s'il y a lieu.
	Attestation de précertification biologique ou de certification biologique pour les unités de production visées par la demande d'aide financière
	Document délivré par un organisme de certification indiquant clairement les superficies par type de production, le nombre d'entailles ou de ruches pour lesquels l'aide financière est demandée ainsi que leur statut (ex. : année de la conversion, précertification ou certification)
	Plan de ferme indiquant clairement les parcelles, les lots et les unités d'évaluation associés aux unités de production visées par la demande d'aide financière
Pour les unités de production en location	Bail d'une durée minimale de cinq (5) ans à compter de la date de dépôt de la demande d'aide financière, soit par une clause de renouvellement ou par une durée résiduelle d'au moins cinq (5) ans
Pour les demandeurs qui obtiennent une précertification biologique ou une première certification biologique pour le type de production visé par le projet	Rapport d'intervention technique réalisé dans les douze (12) mois précédant le dépôt de la demande d'aide financière par un conseiller offrant des services-conseils techniques pour le type de production visé OU Diplôme de formation ayant une spécialisation en production biologique émis par un établissement d'enseignement.

6. ATTESTATION, CONSENTEMENT ET SIGNATURE

- J'atteste avoir pris connaissance du texte du programme Prime-Vert 2023-2026 et je m'engage à respecter chacune des clauses, conditions et obligations qui y sont décrites et à fournir les informations requises pour l'identification et l'évaluation de mon projet.
- J'atteste que je ne suis au courant d'aucun fait qui rendrait inexacts ou trompeurs les documents ou renseignements que j'ai soumis au ministre pour sa prise de décision et que ces documents et renseignements représentent fidèlement la vérité.
- Je comprends que la présente demande ne garantit pas l'obtention d'une aide financière pour la réalisation de mon projet, et que cette aide est conditionnelle à l'acceptation de ma demande par le ministre, sous réserve des disponibilités budgétaires.
- Je consens à ce que les renseignements demandés et recueillis dans le contexte de la présente demande d'aide financière soient vérifiés, utilisés, regroupés ou divulgués à des fins d'analyse ou de gestion du programme, dans la mesure où la confidentialité des renseignements personnels est protégée conformément aux lois en vigueur.
- Je consens, le cas échéant, à donner un accès à mon entreprise de même qu'à l'ensemble des renseignements qui s'y rapportent aux représentants ou aux mandataires du ministre afin de vérifier l'admissibilité, la réalisation et la conformité du projet et le respect des exigences relatives à la présente demande d'aide financière.
- J'atteste qu'il n'existe, à ma connaissance, aucune réclamation, poursuite ni plainte civile ou pénale de quelque nature et pour quelque montant que ce soit qui pourrait m'empêcher d'exécuter mes obligations envers le ministre dans l'éventualité où ce dernier accepte mon projet.
- Pour les entreprises qui emploient 50 employés et plus pendant une période d'au moins six mois consécutifs :
 - J'atteste détenir un certificat de francisation (ou une attestation d'inscription ou une attestation d'application d'un programme de francisation émise depuis moins de 18 mois valide et délivrée par l'Office québécois de la langue française). En l'absence de certification ou d'attestation, je consens à entamer une démarche de francisation auprès de l'Office québécois de la langue française;
- Pour les entreprises qui ont plus de 100 employés :
 - Je m'engage à me conformer au *Programme d'obligation contractuelle – Égalité en emploi* advenant l'obtention d'une subvention de 100 000 \$ ou plus.
- J'atteste être une personne dûment autorisée à signer cette demande d'aide financière*.

J'ai lu et compris les dispositions d'attestation et de consentement ci-dessus.

Prénom et nom en lettres moulées

Signature*

Date

* Selon la fonction du représentant du demandeur, une résolution du conseil d'administration ou une procuration (voir annexe 1) devra être jointe au présent formulaire.

7. COORDONNÉES POUR L'ENVOI DU FORMULAIRE

Par courriel : Prime-Vert.2023-2026@mapaq.gouv.qc.ca

8. POUR PLUS DE RENSEIGNEMENTS

Veillez communiquer par téléphone avec la [personne-ressource](#) au bureau du MAPAQ de votre région.

Consultez le site Internet : www.mapaq.gouv.qc.ca/primevert

Je, _____, en ma qualité de :

personne physique exploitant une entreprise individuelle,

associé(e) d'une société en nom collectif, en commandite ou en participation,

actionnaire d'une société par actions,

administrateur(-trice) d'une société par actions, d'un OBNL (personne morale sans but lucratif) ou d'une coopérative,

dirigeant(e) d'une société par actions, d'un OBNL (personne morale sans but lucratif) ou d'une coopérative,

autre (précisez) :

autorise les personnes désignées ci-dessous à me représenter en ce qui concerne la présente demande d'aide financière ainsi que pour la convention d'aide financière établie avec le ministre et à intervenir auprès de ce dernier dans le cadre de la présente initiative.

Renseignements sur les personnes désignées comme mandataires

Prénom et nom du mandataire	Adresse	Téléphone
Prénom et nom du mandataire	Adresse	Téléphone
Prénom et nom du mandataire	Adresse	Téléphone

À cet effet, les mandataires nommés ci-dessus pourront prendre tout engagement et poser tout acte en relation avec cette demande, notamment faire toute déclaration, signer tout acte, document, consentement, engagement ou autorisation, transmettre tout renseignement ou document qui me concerne ou qui concerne mon entreprise, élire domicile, recevoir signification et généralement faire tout ce qu'ils jugeront utile ou nécessaire dans les limites du présent mandat.

Ils auront accès à tout renseignement touchant cette demande ainsi qu'à la convention d'aide financière établie avec le ministre et pourront discuter de toute matière s'y rapportant avec le personnel du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation. À cette fin, j'autorise aussi le Ministère à communiquer aux mandataires tout renseignement qu'il détient en ce qui a trait à cette demande et à cette convention.

Les présentes procuration et autorisation prennent effet à la date de ma signature ci-dessous et peuvent être révoquées sur présentation d'un avis écrit de ma part.

Prénom et nom en lettres moulées du mandant

Signature du mandant

Date